



La filière horticole régionale a perdu gros l'an dernier à cause de la crise sanitaire. Si les aides ouvertes ont pu apporter une bouffée d'oxygène, les entreprises ont cruellement besoin de perspectives.

HORTICULTURE

Une situation qui reste fragile

Au lendemain du confinement du printemps dernier, la Chambre d'agriculture du Var recensait 7,2 millions d'euros (M€) de pertes pour 153 exploitations horticoles de Paca – dont une large part d'entreprises varoises – et estimait à quelque 9 M€ la perte totale à la production pour la filière régionale. 52 % des pertes ont été enregistrées en fleurs coupées, 48 % en plantes en pot et pépinières. *“Le confinement est arrivé en plein démarrage de la campagne printanière, période la plus importante”,* rappelle Jean-Claude Vega, membre associé de la Chambre d'agriculture du Var et représentant de la filière varoise.

De lourdes pertes

À Hyères, Céline Borello, a perdu plus de 50 % de son chiffre d'affaires annuel. Productrice de strelitzias qu'elle apporte au Marché aux fleurs, elle a repris l'entreprise familiale, en marge de son activité première de professeur d'histoire en université. Depuis 2015, elle cultive des oiseaux de paradis sous un hectare de serres, et emploie un salarié. Le confinement de mars dernier est tombé au pire moment de l'année, l'entreprise faisant 70 % de sa production de l'année au printemps. *“Ça a été la douche froide. On était dans l'impossibilité de vendre. On a blanchi les serres pour limiter le fleurissement, mais il a bien fallu couper ce qui était fleuri. Alors on a donné les fleurs aux Ehpad et aux hôpitaux. Psychologiquement, c'était important de pouvoir se dire que tout notre travail ne partait pas à la poubelle”,* se souvient l'horticultrice. Les af-

fares ont repris progressivement en mai, mais le deuxième confinement a de nouveau perturbé l'activité. *“Même si, à cette période, on n'est pas sur une masse critique de production et que ça a été moins catastrophique financièrement qu'au printemps, ça a été compliqué. J'ai perdu 25 % de chiffre d'affaires sur octobre et novembre par rapport à 2019”,* souligne Céline Borello.

Heureusement, elle a alors perçu 10 000 € d'aide de la Région Sud. Si le montant couvre moins d'un tiers de ses pertes, il est cependant tombé à point nommé. *“Je commençais à me demander comment j'allais finir l'année. J'ai pu régler les factures et payer mon salarié”,* apprécie la productrice. D'autant qu'elle n'a pas souhaité contracter un Prêt garanti par l'État (PGE), préférant ne pas se dégager de salaire et reporter les investissements prévus. Surtout, elle veut rester positive. *“Je suis loin d'être la plus à plaindre. Je n'ai pas de crédit, j'ai repris un outil qui fonctionne bien, et je continue d'enseigner en parallèle. Je ne me retrouve donc pas sans revenu. Et puis, bien que le strelitzia soit une grande fleur plus utilisée en événementiel qu'en bouquetterie, il semble que les difficultés d'importation des fleurs étrangères soutiennent la demande de fleurs locales. En tout cas, ça marche plutôt bien depuis février, avec des prix qui se tiennent”,* insiste-t-elle.

Des professionnels déterminés

“C'est la volonté et l'espoir qui nous font avancer”, confirme Michel Soto, producteurs de fleurs cou-



La crise a fait perdre 9 millions d'euros à la production régionale horticole, dont 52 % en fleurs coupées et 48 % en plantes en pot et pépinières.



Céline Borello, productrice de strelitzias coupés à Hyères.



Michel Soto, producteur de fleurs coupées à La Crau.



Emmanuelle De Diego, pépiniériste à Roquebrune-sur-Argens.



Jean-Marie Ollivier, producteur de plantes en pot à Ollioules.

pées à La Crau. L'horticulteur travaille au sein du Gaec 'Azur roses' avec son épouse, son fils, son beau-frère, sa belle-sœur et une salariée. Comme beaucoup d'entreprises de fleurs coupées dans le Var, l'exploitation familiale a su s'adapter au fil du temps à un marché international hautement concurrentiel, en investissant dans l'outil – dispositif hors-sol, informatisation de la gestion des serres et de l'irrigation – et en se diversifiant. Ainsi, une partie de la production historique de roses (cultivées aujourd'hui sous 5 000 m² de serres) a été remplacée par de la renoncule (300 m²). 9 000 m² de pivoine de plein air ont aussi été plantés sur une quinzaine d'années. 80 % de la production est commercialisée sur le Marché aux fleurs de Hyères, le reste en vente directe sur l'exploitation et les marchés locaux. Au printemps dernier, quand *“tout s'est arrêté, il a fallu jeter”,* même si une partie des fleurs a été offerte au personnel hospitalier du secteur. La famille Soto s'est démenée pour pouvoir vendre une partie de sa production, en attendant le déconfinement. *“On avait créé un site internet, alors on a fait de la vente à distance et de la livraison. Grâce aux réseaux sociaux et amicaux, on a été soutenu par un fantastique élan de solidarité des particuliers. Ça a été une planche de salut”,* explique Michel Soto.

Pour autant les pertes sont énormes : 80 000 € sur un chiffre d'affaires annuel de 300 000 €. Dans ce contexte, l'aide attribuée par la Région a été bienvenue, tout comme l'accompagnement de la Chambre d'agriculture du Var. *“Marc Hofmann, le conseiller de la Chambre, a été très efficace et très à l'écoute. Au-delà de l'aspect financier, c'est appréciable humainement”,* tient à saluer Michel Soto. Pour autant, l'entreprise est contrainte de recourir à un PGE de 60 000 € pour passer à flot. Une charge supplémentaire pour les années à venir. *“Alors que nos entreprises sont déjà structurellement en difficulté, ça pèse lourd. On a des serres qui ont entre 50 et 20 ans, on aurait préféré faire un crédit pour investir dans l'outil. On se demande comment on va pouvoir assurer la transmission dans ces conditions”,* poursuit le producteur.

Pouvoir vivre de son travail

Comme le reste du pays, la filière reste suspendue aux annonces du gouvernement. On croise les doigts : un nouveau confinement,

même partiel, serait catastrophique pour beaucoup, à l'image d'Emmanuelle De Diego, pépiniériste à Roquebrune-sur-Argens. La jeune femme a repris l'entreprise de son beau-père il y a cinq ans et a subi, depuis, trois inondations. L'an dernier, c'est le Covid qui a mis à mal son activité. *“J'ai perdu 52 % de mon chiffre d'affaires en 2020. Et comme avant ça il avait eu les inondations de 2018 et 2019, ça fait deux ans que je n'ai pas de salaire, et le maintien du stock est très compliqué à gérer”,* indique-t-elle. Si elle a pu bénéficier de l'aide de la Région, elle s'est refusée à prendre le risque du PGE. *“Avec mon mari qui a une entreprise de paysage, on a à cœur de faire vivre cette pépinière créée par mes beaux-parents. Mais la concurrence de la grande distribution, des jardineries et des enseignes de bricolage est de plus en plus rude, et les coups durs se multiplient. On se bat avec nos atouts, qui sont de proposer des produits et des services de qualité. Après, il faut que les gens soient sensibles à ça plutôt qu'au prix, pour faire travailler les entreprises locales”,* défend-elle avec détermination.

“On préférerait vivre de notre travail plutôt que de toucher des aides”, soutient Jean-Marie Ollivier, producteur de plantes en pot à Ollioules. Il cultive une centaine de variétés qu'il vend au détail. *“Je fais un tiers des ventes à la maison, deux tiers sur les foires aux plantes. L'an dernier j'ai perdu 68,80 % de mon chiffre du printemps. Et cette année, Sanary et Fréjus ont déjà annulé leurs foires. Si les autres communes suivent, ce sera la catastrophe”,* témoigne-t-il. Si dispositifs ouverts au lendemain du premier confinement lui ont permis, comme à nombre d'autres, de régler les factures et relancer les productions, la situation reste précaire et l'avenir bien flou. *“Être interdit de travailler, c'est terrible. Aussi bien économiquement que psychologiquement. Je ne suis pas sûr que nos décideurs soient bien conscients des conséquences. On veut juste pouvoir vivre de notre travail”,* résume-t-il. *“On est sur des produits périssables qui doivent être considérés comme des produits essentiels. Et puis, avec les restaurants et les cinémas fermés, les fleurs apportent un peu de couleur et de gaieté dans les foyers. C'est essentiel en ce moment”,* plaide Jean-Claude Vega pour la filière, dans le même esprit. ■

Gabrielle Lantes

Plus de 900 000 € d'aide régionale pour l'horticulture

Si selon Jean-Claude Vega, *“les entreprises horticoles ont finalement peu sollicité le PGE, qu'il faudra bien finir par rembourser”,* l'aide ouverte par la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur a, en revanche, largement bénéficié à l'horticulture. *“Grâce au travail de la Chambre d'agriculture du Var et de la filière, au soutien de la Chambre régionale et à l'écoute du Conseil régional, le dispositif a pu être adapté pour répondre aux besoins”,* apprécie le représentant de l'horticulture à la Chambre du Var. Ainsi, les critères d'éligibilité permettant d'accéder à l'enveloppe d'un million d'euros débloqué par la Région pour soutenir l'agriculture ont été révisés entre juin et septembre, de sorte à aider un maximum d'entreprises en difficultés. *“On a collecté des données auprès des entreprises pour redimensionner le dispositif. Et il faut saluer leur mobilisation qui nous a apporté matière à travailler”,* souligne Marc Hofmann, conseiller de la Chambre en charge de ce dossier. Au final, plus de 996 000 € ont ainsi pu être versés à une centaine d'exploitations horticoles de la Région, dont 86 dans le Var. L'enveloppe de 25 millions d'euros promise l'été dernier par le ministère de l'Agriculture en soutien à la filière se fait, en revanche, toujours attendre. Une situation scandaleuse pour Jean-Claude Vega. *“Si l'argent arrive une fois que les gens ont mis la clé sous la porte, cela ne sert à rien”,* tempête-t-il.